



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

REMANIÉ OU PAS FORÇONS CE GOUVERNEMENT AU SERVICE DES RICHES À BATTRE EN RETRAITE

BULLETIN NPA

16 OCTOBRE 2018

Deux semaines après la démission de Collomb, le remaniement – présenté comme la relance du projet macroniste – fait pschitt. Apparemment, les candidats ne se sont pas bousculés au portillon. Edouard Philippe aurait même essuyé cinq refus successifs. Résultat : à part un petit jeu de chaises musicales, pas grand-chose n'a changé.

Tout cela renforce l'illégitimité de ce gouvernement, mais n'entame en rien sa détermination à poursuivre sa politique de démolition sociale au service des ultra-riches.

La priorité des mois à venir, c'est donc de renforcer notre détermination à imposer le retrait de tous les projets qui sont sur les bureaux ministériels. En commençant par le refus de l'application de toutes les lois rétrogrades.

Stopper le prochain recul sur les retraites

Macron veut à tout prix faire passer sa contre-réforme des retraites, même s'il vient de repousser à l'été 2019 l'adoption du projet de loi prévu fin 2018.

Mais si les détails du projet ne sont pas encore dévoilés, les grandes lignes sont limpides. Une fois de plus, on nous rejoue le jeu de la division en invoquant la diversité des régimes de retraite et la lutte contre les soi-disant privilèges, notamment des retraités des secteurs publics. Mais sous prétexte de remplacer ces divers régimes par un système unique, le gouvernement veut surtout faire reculer les quelques droits supplémentaires que certaines catégories de salariés avaient réussi à préserver tant bien que mal.

Et surtout, au nom d'une prétendue égalité dont il se contrefiche, il veut instaurer un « régime par points » qui aura pour effet une baisse des pensions de retraite pour tous les salariés, du public comme du privé.

Car au lieu de calculer le montant des pensions sur la base des 25 meilleures années (dans le privé) ou des 6 derniers mois (dans la fonction publique), ce sont les revenus perçus sur l'ensemble de la carrière qui seront pris en compte. Et donc, les moins bonnes années (arrêts maladies, travail précaire, chômage ...) plomberont inévitablement les meilleures. Pire, la valeur des points variera chaque année pour que les caisses soient à zéro déficit : avec la baisse continue des cotisations patronales c'est la baisse programmée de nos retraites.

En finir avec l'enfumage du « dialogue social »

Le pire, c'est que les dirigeants syndicaux, empêtrés dans le dialogue social, se prêtent encore au jeu de ces discussions de salon, dont la conclusion n'appartient qu'au seul pouvoir.

Le secrétaire général de FO, Pascal Pavageau, s'est dit « satisfait ». Pour la CFDT, Laurent Berger a salué « une réunion utile ». Seule, la CGT n'est « pas favorable à ce projet », qui « fera baisser » les futures pensions « à un niveau proche du seuil de pauvreté pour beaucoup ». Une évidence qui aurait dû justifier – même pour elle – le boycott

de ces discussions qui entérinent les reculs et en préparent de nouveaux.

Car ces « négociations » n'ont aucun sens. Face à ce gouvernement, il n'y a ni compromis ni dialogue

possibles, mais la nécessité absolue d'un combat acharné pour changer le rapport de forces.

Construire l'indispensable tous ensemble

Les manifestations du 9 octobre ont montré qu'il y a, dans la jeunesse et chez les salariés, un fort mécontentement. Alors, partout, il est temps d'organiser la riposte, par les grèves, dans la rue.

Car si ce ne sont pas les classes populaires qui se mobilisent pour déstabiliser ce pouvoir capitaliste, c'est le pire, c'est-à-dire l'extrême droite, qui risque d'être au rendez-vous, comme on le voit déjà, en Italie ou au Brésil.

Alors oui, toutes et tous ensemble, prouvons que nous sommes une force bien plus puissante que les gesticulations de Macron et de sa bande.

Manif de retraités en 2030 !



binetto.com/blog.com

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook ...



Chez Peugeot Citroën les salariés résistent !

A Rennes le vote du CSE a montré que la CGT au 1^{er} collège se maintient avec 27.7% des suffrages exprimés. A Hordain (Sevelnord) une centaine de salariés en CDI, CDD et intérimaires du montage ont débrayé à l'appel de la CGT contre la flexibilité et pour de meilleures conditions de travail. En effet la direction de l'usine prépare un « compactage du site » qui pourrait entraîner la perte de 10% des effectifs à l'horizon 2019.

Construisons des ponts, pas des murs !

En France on pourchasse les réfugiés, on les regroupe dans des centres de rétention, on refoule manu militari les enfants mineurs sans famille ... et on vote une loi « Asile-Immigration » contre les demandeurs d'asile. Et partout dans le monde on entretient le chaos sous couvert de guerre contre le terrorisme. La France protège les intérêts des multinationales qui pillent les pays d'Afrique, ferme les yeux sur les exactions des dictatures... mais refuse d'accueillir ceux et celles que cette politique contraint à l'exil. Un exilé sur 18 se noie en Méditerranée : personne n'affronte par plaisir tant de risques pour fuir si loin des siens. La liberté de circulation et d'installation ne doit pas être le monopole des riches et des capitaux.

Venez en discuter à la rencontre-débat :

MIGRANTS : STOP A L'INTOX

Vendredi 19 octobre à 18 h

Salle Kaufmann à Grand Charmont (face à la poste)

Avec un.e membre du GISTI et différentes associations de l'aire Urbaine

EHPADs privés : seniors maltraités, actionnaires choyés !

L'émission « Envoyé spécial » a confirmé ce que dénoncent les personnels soignants à longueur d'année. Un reportage montrait des vieillards impotents abandonnés, gisant à moitié nus sur le sol dans des salles désertes, des résidents incapables de manger seuls mais sans assistance, des aides-soignantes contraintes d'effectuer à toute vitesse et à la chaîne la toilette de seniors grabataires.

Les personnels sont écœurés par ces conditions, tout en étant menacés de licenciement s'ils les refusent ou les dénoncent. Rogner sur les dépenses de nourriture (4,22 euros par résident et par jour), faire des économies de personnel transformant ces établissements en usines à soins et exiger jusqu'à 5 000 € mensuels par résident : voilà la source des fabuleux profits empochés par les grands groupes privés de maisons de retraite comme Korian ou Orpéa.

La famille Peugeot, un des plus gros actionnaires d'Orpéa, a par exemple empoché 63,8 millions d'euros fin juillet en vendant moins de 1 % de ses actions. Visage sans fard du capitalisme sénile.

Réchauffement climatique : quel avenir pour l'auto et les salariés de toute la filière ?

1) Le réchauffement climatique, nous n'y échapperons pas, nous sommes dedans. Nous devons agir très vite pour le limiter au maximum.

2) Les transports sont responsables de 25 % des émissions de gaz à effet de serre (GES).

3) La voiture individuelle est responsable de 50 % des émissions de GES du secteur transports.

4) En 2017, les émissions de GES ont encore augmenté malgré les engagements de la COP 21 de Paris 2016 !

5) Le parc français de voitures marque encore une augmentation : 32 millions en 2017 !

6) La voiture électrique n'est pas la « voiture propre » comme on le dit. Elle pollue avant sa mise en service et après sa casse et son bilan carbone n'est pas zéro.

7) Il est absolument urgent de sortir du tout-auto, du tout camion.

8) Il faut une révolution dans notre mobilité avec la sobriété et la priorité absolue aux transports en commun boostée par le turbo de la gratuité en ville et en agglomération comme



orientations principales.

9) Il faut imposer une reconversion rapide de tout le secteur auto vers les transports en commun.

10) Pour réussir la reconversion de la filière auto, nous aurons besoin de tous les salarié.e.s du secteur, du savoir-faire de toutes les équipes de production. Il faut poser le principe politique de la continuité du salaire de toutes et tous, chez PSA et Renault, chez les sous-traitants et des équipementiers. La reconversion nécessaire et urgente ne peut s'accompagner d'un massacre social.

11) PSA et Renault doivent passer sous contrôle public.

12) dès maintenant réduction du temps de travail à 30h avec maintien du salaire ; embauche des précaires en CDI.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

Tracts, infos, tout y est !

www.npa-auto-critique.org